

NON A LA LIGNE A GRANDE VITESSE MARSEILLE / NICE

Les soussignés considèrent que la LGV ne constitue pas une opportunité pour le VAR

En effet, une ligne nouvelle telle qu'elle est aujourd'hui proposée, et quel que soit le tracé qui pourrait être choisi, ne répond pas aux attentes des Varois. Ainsi, pour exemple :

- les temps de trajet annoncés ne tiennent pas compte des délais d'acheminement entre les gares -situées en pleine campagne- et les principales villes -destination des voyageurs- ;
- la ligne nouvelle ne pourrait en aucun cas servir au transport de fret (indispensable au désengorgement des voies routières).
- elle sera payée à 90 % par les contribuables de la région PACA et à 10 % par Réseaux Ferrés de France.

Bien au contraire elle représente une calamité potentielle :

- pour les espaces naturels du département qui comptent parmi les plus riches de France ;
- pour un grand nombre de propriétaires fonciers, immobilier comme agricole, qui risquent de se retrouver expropriés.

Par ailleurs, lorsque l'on sait qu'en 1997 les principaux hommes politiques de la région et du département déclaraient :

• « le train à grande vitesse, s'il doit être un TGV "normal" n'est plus envisageable, ni par son coût (que l'état, ni la SNCF ne financeront plus), ni par les atteintes supposées aux sites. Mais le choix d'un train à grande vitesse, de type pendulaire le reste lui. Un pendulaire ne perdrait que douze minutes sur un vrai TGV entre Toulon et Nice ». (*Jean Claude Gaudin président de la région PACA, Ministre de l'Aménagement du territoire et de la Ville, en préfecture du Var le 23/02/1997*).

• "On pourra difficilement créer des voies supplémentaires pour le TGV classique et détruire ainsi une partie du Var". (*Jean Claude Gaudin président de la région PACA et Hubert Falco Président du Conseil Général du Var, au Conseil Général du Var, Février 1997*).

Les soussignés sont en droit de se poser une question : Qui seront les dindons de la farce ?

En conséquence ils demandent :

1) l'arrêt du projet tel qu'il est présenté au débat public et l'assurance qu'aucune LGV ne sera programmée sur le département.

2) d'étudier sérieusement la possibilité de mise à niveau du réseau existant, que ce soit

- pour des trains rapides pendulaires entre Aix Marseille, Toulon et Nice

- pour des trains desservant les villes du moyen et haut Var pour les voyageurs -TER- et le fret.

Nom- prénom	Téléphone ou e-mail	Commune	Signature

A retourner à : CAPRE, 99 rue de Resty, 83470 Saint Maximin.

Pétition téléchargeable sur <http://nonlgvpaca.free.fr/>